

QU'EST-CE QUE LE CENTRISME ?

EN 1930, autour du « Cri du Peuple » se formait une opposition syndicale au sein de la C.G.T.U. et de la C.G.T. C'était la période ultra gauchiste du stalinisme, celle où « l'Humanité » proclamait la radicalisation des masses, qualifiant de traîtres ceux qui préconisaient, comme moyen de lutte contre Jouhaux l'unité syndicale. Les Frachon, les Thorez, Monmousseau, exposaient avec grandiloquence qu'ils ne s'attablent jamais avec Jouhaux, « même pour le combattre », ils devaient s'asseoir à ses côtés pour combattre la volonté de lutte révolutionnaire des ouvriers !

Une aile se formait dans le P.C. et la C.G.T.U., en liaison avec des C.G.T., et des Pupistes, etc., qui réagissait contre la politique aventuriste des staliniens mais ne se situait pas sur le plan du marxisme révolutionnaire des bolcheviks-léninistes (Ligue Communiste à l'époque). Cette aile — Chambelland, Boville, etc. — sous le signe de l'indépendance du syndicalisme, évoluant de gauche à droite, elle devait au croc-en-jambe de Dumoulin, tomber dans les bras de Jouhaux, quelques mois avant Frachon et Monmousseau !

Le courant centriste qui grossit actuellement en France et qui se cristallise autour de la Fédération socialiste autonome va de droite à gauche, mais il ne se fixera à gauche qu'en cessant d'être « centriste », c'est-à-dire en adoptant un programme indépendant du réformisme traditionnel.

Ce rassemblement centriste actuel a bien des similitudes dans la composition de ses sommets avec celui de 1930 et s'accompagne dans la C.G.T. d'un regroupement où l'on retrouve tout près Dumoulin et quelques anciens du « Cri du Peuple ».

Sur le plan syndical, le récent Congrès des Agents des P.T.T. a montré qu'un bloc se dessinait sous le signe de l'indépendance du syndicalisme, c'est-à-dire de l'opportunisme.

Cette similitude donne toute sa portée à l'article publié par L. Trotsky en juin 1930 dans notre « Vérité » : « Qu'est-ce que le Centrisme ? », que nous publions ci-dessous.

Dans le « Cri du Peuple », organe du bloc des monattistes, avec la clique « municipale » du P.O.P., Chambelland publie une lettre ouverte aux dirigeants « centristes » de la Fédération de l'Enseignement. Je ne m'occuperai pas de cette lettre elle-même, car elle n'a d'autre caractéristique que d'être complètement dépourvue de toute idéologie révolutionnaire. Un seul point est intéressant : Chambelland désigne les communistes sous le nom de « centristes ». Son idée — car je pense qu'il y a là, tout de même quelque idée — consiste probablement en ceci : à l'une des extrémités du front politique actuel se trouvent les partisans de l'autonomie syndicale, c'est-à-dire les amis de Monatte, avec les « populistes » ; à l'autre extrémité les partisans de la soumission des syndicats au parti, c'est-à-dire la direction unitaire officielle. Et, entre les deux, prennent place les communistes oppositionnels qui luttent d'une façon trop molle pour l'« autonomie » et n'osent pas rompre avec le communisme.

Ceux-là sont les « centristes » parce que leur place est au centre. Or, comme l'opposition de gauche est issue d'une guerre au centrisme, Chambelland dénonce ainsi une contradiction interne qui semble lui donner une première victoire, avant même d'avoir combattu.

Pour un naturaliste, rien du monde de la

nature ne peut être insignifiant. Pour un marxiste, rien ne semble insignifiant qui se rapporte au monde de la politique : ainsi la classification superficielle de Chambelland pourra cependant fournir l'occasion de préciser certaines notions révolutionnaires.

C'est ce que nous allons essayer de faire ici.

Trois tendances

C'est une erreur à la base même de penser que le « centrisme » est une désignation géométrique ou topographique comme dans un parlement. Pour un marxiste, les conceptions politiques sont déterminées, non par des caractéristiques formelles, mais par le contenu de classe au point de vue idéologie et méthodes. Les trois tendances du mouvement ouvrier présent : le réformisme, le communisme et le centrisme découlent inéluctablement de la situation objective du prolétariat sous le régime impérialiste de la bourgeoisie.

Le réformisme est le courant issu des couches supérieures et privilégiées du prolétariat et qui reflète leurs intérêts. L'aristocratie et la bureaucratie ouvrières constituent, dans certains pays surtout une couche fort importante et puissante, d'une mentalité petite-bourgeoise dans la plupart des cas, en vertu des conditions mêmes de son existence et par sa façon de penser mais qui doit s'adapter au prolétariat, sur le dos duquel elle s'est édifiée. Les éléments les plus élevés de cette couche parviennent, par le canal de l'appareil parlementaire de la bourgeoisie, au faite du pouvoir et du bien-être.

En la personne d'un Thomas, d'un Macdonald, d'un Hermann Muller, d'un Paul-Boncour, nous avons affaire à un grand bourgeois conservateur gardant encore partiellement une mentalité petite-bourgeoise, plus souvent une hypocrisie petite-bourgeoise, maintenue par égard à la base prolétarienne. En d'autres termes, nous avons là, en un type social unique, le résultat de trois sédiments de classe différents. Le rapport entre eux est le suivant : le grand bourgeois commande au petit, et ce dernier abuse l'ouvrier. Quant à savoir si le grand bourgeois reste chez lui, dans sa banque ou dans son ministère, ne laissant pénétrer un Thomas jusqu'à lui que par la porte de service, ou si, au contraire, il a initié ce même Thomas à sa richesse et à ses idées, cette question, — bien que secondaire, — n'est pas du tout indifférente. Le stade impérialiste de l'évolution, qui aggrave sans cesse toutes les contradictions, force souvent la bourgeoisie à transformer le groupe dirigeant des réformistes en véritables actionnaires de ses trusts et de ses combinaisons gouvernementales. Cette circonstance caractérise un nouveau degré — bien plus avancé — de dépendance du réformisme à l'égard de la bourgeoisie impérialiste et donne un cachet plus marqué à sa psychologie et à sa politique, le rendant apte à prendre directement le gouvernement des affaires d'Etat de la bourgeoisie.

Ce que défendent les chiens

de garde du capital

C'est de cette couche supérieure des « réformistes » dont on peut le moins dire qu'« ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes ». Au contraire, pour tous ces premiers-ministres, ministres, maires, députés et dirigeants syndicaux, la révolution socialiste signifierait l'expropriation de leur situation privilégiée. Ces chiens de garde du capital ne veillent pas tout simplement sur la propriété en général, mais principalement sur leur propre propriété. Ce sont les ennemis acharnés d'une révolution libératrice du prolétariat.

Par opposition au réformisme, nous con-

cevons, sous le nom de *politique révolutionnaire et prolétarienne* (marxiste communiste), un système de lutte idéologique et méthodique qui a pour but de renverser révolutionnairement l'Etat bourgeois au moyen de l'unification préalable du prolétariat, sous le signe de la dictature et de la réorganisation socialiste de la société.

Seule, la minorité la plus avancée, la plus consciente et la plus audacieuse de la classe ouvrière peut prendre sur elle l'initiative de cette tâche, cette minorité qui, se basant sur un programme clairement défini et scientifiquement établi, et forte de l'expérience des luttes ouvrières, concentre autour d'elle la majorité sans cesse grandissante du prolétariat en vue d'une révolution socialiste. Aussi longtemps que dure le capitalisme, qui réduit les masses exploitées à une idéologie chétive, on ne peut s'attendre à ce que disparaisse la différence entre le parti — qui est le résultat d'une sélection idéologique — et la classe qui est constituée automatiquement par la marche de la production. Ce n'est qu'après la victoire du prolétariat, sous le signe d'un réveil économique et culturel réel des masses, c'est-à-dire dans le processus même de la liquidation des classes, que l'on verra le parti se dissoudre peu à peu dans la masse laborieuse jusqu'à son entière disparition avec celle de l'Etat. Parler de révolution prolétarienne en niant le rôle de l'avant-garde communiste ne peut être le fait que de phrasiers ou de mandarins de sectes stériles.

Courants centristes

Ainsi les deux courants fondamentaux de la classe ouvrière mondiale sont : d'un côté le social-impérialisme, et le communisme révolutionnaire de l'autre. Entre ces deux pôles, viennent prendre place quantité de courants et groupements de transition, qui changent sans cesse d'aspect et se trouvent constamment en état de mutation, de transformation et de déplacement : allant tantôt du réformisme vers le communisme, tantôt du communisme vers le réformisme. Ces courants centristes ne possèdent, et de par leur nature même ne peuvent posséder, une base sociale bien déterminée. Alors que le réformisme représente les intérêts des sommets privilégiés de la classe ouvrière, et que le communisme devient le porte-drapeau du prolétariat lui-même, le centrisme exprime les processus de transition au sein du prolétariat, les différents flottements au sein de ses différentes couches et les difficultés de la marche vers les positions révolutionnaires finales.

C'est précisément pourquoi des organismes centristes de masse ne sont jamais stables, ni viables.

Il est vrai qu'il existe encore au sein de la classe ouvrière une couche de centristes constants qui ne veulent pas aller avec les réformistes jusqu'au bout, mais qui, organiquement, ne peuvent non plus devenir révolutionnaires. Un de ces types de centriste ouvrier honnête fut, en France, le vieux Bourderon. Exemple plus brillant et plus marquant, en Allemagne cette fois, est le vieux Ledebour. Quant aux masses, elles ne demeurent jamais très longtemps dans cet état de transition : temporairement alliées aux centristes, elles vont ensuite rejoindre les communistes ou reviennent aux réformistes, à moins qu'elles ne tombent momentanément dans l'indifférence.

Ainsi l'aile gauche du parti socialiste français se transforma en parti communiste, abandonnant en route ses dirigeants centristes. Ainsi disparut le parti des Indépendants en Allemagne, partageant ses adeptes entre le communisme et la social-démocratie.

Ainsi également disparut du monde l'Internationale « deux et demi ».

(A suivre.)